



Paris, le 26 novembre 2020

FRANÇOIS CALVET

**SENATEUR DES
PYRENEES-
ORIENTALES**

**SECRETAIRE DE LA
COMMISSION DES AFFAIRES
EUROPEENNES**

**MEMBRE DE L'ASSEMBLEE
PARLEMENTAIRE DU CONSEIL
DE L'EUROPE**

**MEMBRE DE LA COMMISSION
DE L'AMENAGEMENT DU
TERRITOIRE ET DU
DEVELOPPEMENT DURABLE**

MAIRE HONORAIRE DU SOLER

Monsieur Emmanuel MACRON
Président de la République
Palais de l'Élysée
55 rue du Faubourg Saint Honoré
75008 PARIS

Monsieur le Président,

Les décisions que vous avez annoncées lors de votre intervention télévisée ont créé un émoi considérable dans nos populations. Elles ont affecté particulièrement les habitants de nos montagnes. Cela me conduit à vous entretenir de la situation des stations de sport d'hiver.

Nous notons sur le terrain une disparité de traitements au sein de la communauté européenne qui interpelle nos populations. En effet, plus loin de nous, la Suisse et l'Autriche ouvrent leurs stations. Plus près de nous, à 5 à 10 km à vol d'oiseau, d'après nos informations, l'Espagne et la Catalogne ainsi que l'Andorre, ouvrent leurs stations : l'Espagne, le 14 décembre et l'Andorre le 4 décembre.

Je sais votre attachement à nos Pyrénées que vous avez manifesté plusieurs fois en fréquentant la station de Super Bagnères.

Dans le département des Pyrénées-Orientales, je voudrais attirer particulièrement votre attention, sur la situation de nos stations des Pyrénées catalanes.

Les stations de sport d'hiver ont déjà subi un préjudice important l'année dernière où la fermeture prématurée liée au confinement à compter du 15 mars 2020 a imputé une part de leur recette. Aujourd'hui, toutes ces stations comptaient sur la saison d'hiver pour faire face aux charges qui sont les leurs en sachant que les vacances de Noël représentent 20 à 25 % des recettes d'une saison. Elles avaient d'ailleurs pris des mesures extrêmement draconiennes pour mettre en place les mesures de distanciations physiques afin de respecter la réglementation en vigueur.



A ce contexte national, il faut ajouter un contexte local : nos stations de montagne, cet été, ont été impactées en particulier par les difficultés d'accès dues aux glissements de terrain qui ont contraint de fermer l'axe routier principal que constitue la nationale 116. Malgré les efforts de l'État pour réaliser au plus vite cet immense chantier, l'économie des hauts cantons en a été particulièrement affectée.

Vous comprendrez que, dans ce contexte, les décisions que vous avez annoncées jettent les responsables et les professionnels dans un profond désarroi. Je veux vous rappeler que les stations des Pyrénées catalanes réalisent un chiffre d'affaires de 27 millions d'euros dont une très grande partie est constituée par la clientèle étrangère, et en particulier, espagnole et catalane.

On estime qu'un euro dépensé contribue à injecter 7 euros dans notre économie.

Je veux vous dire que s'est installé un mouvement, non seulement, d'incompréhension, mais aussi un sentiment d'injustice concernant ces décisions qui n'ont aucune cohérence sur le plan de la politique européenne, dont seules nos populations françaises souffriront encore une fois.

Enfin, cette décision a aussi un impact sur l'emploi qui est déjà très fragile dans notre département. C'est 1 000 emplois directs et 4 000 emplois indirects qui sont en jeu dans ce territoire. C'est la capacité pour nos communes et nos professionnels à faire face aux charges très importantes liées aux investissements réalisés pour équiper nos stations qui se trouve remise en cause. C'est toute une économie qui est impactée sans qu'aucune visibilité véritable puisse nous donner un espoir pour l'avenir.

Je vous demande solennellement de revenir sur cette décision.

Ne doutant pas que vous entendiez notre appel au secours, je vous prie, Monsieur le Président, de croire en ma respectueuse considération.

François CALYET
Sénateur des Pyrénées-Orientales